



Conférence de presse du 13 mars 2007

**Intervention de M. Clément Duhaime,
Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie**

Mesdames et Messieurs les représentants personnels,
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les journalistes,
Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier toutes et tous très sincèrement de vous être joints à nous pour cette rencontre avec la Francophonie. Je parle de rencontre à dessein, car, au travers de la Journée internationale de la Francophonie, que nous célébrerons le 20 mars, comme avec ce grand *récit francophone* que constitue l'ouvrage *La Francophonie dans le monde* , nous sommes témoins et acteurs de la formidable aventure humaine qu'est la Francophonie.

Elle s'exprimera avec d'autant plus de vitalité le 20 mars et pendant ce qui est souvent devenu, un peu partout dans le monde, la semaine ou le mois de la Francophonie. Les manifestations culturelles, les concours de chansons et de poésies, les créations de spectacles vivants, les discussions et débats, les projections et concerts de toutes natures... sont chaque année plus nombreux et rassemblent des publics toujours plus fournis, non seulement dans nos pays membres ou observateurs, mais aussi en Chine, en Russie, aux Etats-Unis, au Brésil ou en Inde, donnant corps à cette promotion de la diversité culturelle et linguistique dont nous avons fait l'un des axes majeurs de notre action. Je vous invite d'ailleurs à consulter le site Internet dédié au 20 mars (www.20mars.francophonie.org) qui recense, grâce aux inscriptions volontaires de leurs organisateurs, nombre des événements qui jalonnent cette période de fête.

Cette aventure humaine que j'évoquais en introduction, on en retrouve les différentes facettes dans l'ouvrage qui vous est présenté aujourd'hui.

La Francophonie dans le monde 2006-2007 s'inscrit dans la continuité des rapports biennaux, publiés sous l'égide de l'Organisation internationale de la Francophonie depuis 2003. La plupart de ceux qui s'intéressent à la Francophonie connaissent bien cet ouvrage de référence et ne seront pas surpris de retrouver les rubriques habituelles, que je laisserai à Samir Marzouki le soin de présenter plus en détail. Je voudrais surtout insister sur l'ambition que nous poursuivons, avec le Secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf, en matière d'observation de l'usage de la langue française dans le monde. Nous sommes en effet résolus à changer d'échelle, renforcés dans cette volonté par l'engagement à nos côtés des Etats et gouvernements membres de notre organisation, qui ont adopté, lors du Sommet de Bucarest, en septembre dernier, un vade-mecum sur l'utilisation de la langue française dans les organisations internationales dont le suivi constitue un volet essentiel de l'observation.

Je saisis cette occasion pour revenir sur les évolutions récentes de cette fonction d'observation et sur ses perspectives à moyen et long terme.

Avec la disparition du Haut Conseil de la Francophonie, décidée par le Sommet de Bucarest, le Secrétaire général a surtout proposé une refondation des fonctions essentielles dont ce service avait partiellement la charge : la réflexion stratégique d'une part, qui relèvera désormais d'une petite structure organisée en réseau, et l'observation du français. Sur ce dernier point, il faut dire pourquoi une organisation comme la nôtre ne peut se passer d'un instrument de mesure le plus fiable possible. Cette nécessité relève à la fois de la politique et de la stratégie.

De la politique, car la diversité culturelle et linguistique est un combat et que l'évolution naturelle, le laisser-faire et l'emprise des rapports de force économiques et financiers ne sont pas favorables à la promotion des langues et des cultures dans ce qui conditionne leur existence même, à savoir leur mode d'expression et de circulation. C'est une évidence, non seulement pour les linguistes, qui nous annoncent régulièrement la disparition de telle ou telle langue avec ses derniers locuteurs, mais aussi, pour tous les usagers de la culture que nous sommes, obligés de restreindre notre choix face à des offres d'images et de sons de plus en plus uniformes. Cette évidence est pourtant parfois ignorée, voire niée, par certains décideurs ou opérateurs économiques. Je vous renvoie à la longue et difficile bataille que nous avons finalement gagnée à l'Unesco grâce, notamment, aux études que nous avons produites et aux démonstrations qu'il a fallu faire pour montrer les menaces qui pèsent sur la diversité culturelle et linguistique. En disposant d'un outil d'observation du français fiable, nous contribuons à la bonne information des peuples et de leurs dirigeants qui peuvent ainsi éclairer leurs choix. Il en est de même pour ce qui concerne la situation du plurilinguisme dans les organisations internationales, dont j'observe qu'elle relève depuis peu explicitement du mandat confié au Secrétaire général de l'ONU par l'Assemblée générale, ou de celui d'un nouveau Commissaire européen, pour ne prendre que ces deux exemples.

Nécessité stratégique aussi pour l'avenir même de notre ambition commune. L'ensemble géolinguistique que forme la Communauté des Etats et gouvernements membres ou observateurs de l'OIF repose sur un lien particulier qui s'incarne dans le partage d'une langue, le français. A des titres et des degrés divers, parfois très divers, la langue française est parlée, apprise, utilisée sous différentes formes et dans plus ou moins de secteurs dans les 55 Etats et gouvernements membres et les 13 pays observateurs engagés dans la Francophonie. Il est essentiel pour nous de connaître le niveau d'usage et d'apprentissage du français et ses évolutions pour rendre plus efficace notre action et s'assurer qu'elle atteint ses objectifs, y compris dans la mesure, très difficile à réaliser, des pratiques langagières réelles de la population, des médias, des différentes catégories socioprofessionnelles, etc. A cet égard, il faut être réaliste : en dehors de quelques très rares pays qui, non seulement disposent d'un appareil statistique fiable mais qui renseignent des indicateurs de ce type, nous ne pourrions jamais prétendre à mieux que des estimations ou des études localisées. Cela ne nous empêche pas de tendre vers toujours plus de rigueur scientifique et toujours plus de fiabilité.

Ce rapport, dont c'est la treizième édition, a connu bien des évolutions, dont la principale fut de devenir multilatéral en 2003 après avoir été français. Depuis cette date, les sources d'information se sont progressivement diversifiées et la collecte des données s'est affinée grâce à de nouvelles collaborations et à la mise en place de filtres scientifiques. A titre d'exemple, on peut se féliciter de l'appui qu'y apportent, dans la mesure des moyens statistiques dont ils disposent, nos Etats et gouvernements membres, qui sont systématiquement sollicités. Qu'ils en soient sincèrement remerciés. Le concours ponctuel des universitaires, et notamment des réseaux de chercheurs de notre Agence universitaire de la Francophonie, est également venu renforcer la fiabilité du rapport. Je voudrais d'ailleurs rendre hommage à l'ancien directeur du Haut Conseil, Christian Valantin, et à toute son équipe, pour les efforts accomplis, dont on mesure les résultats à la lecture de cette dernière édition.

Vous apprécierez, je l'espère, la précision et la clarté des informations présentées, qui doit beaucoup aussi à la remarquable performance de notre éditeur. Je dois dire combien nous sommes heureux d'entamer cette collaboration avec le groupe Editis et cette grande maison d'édition qu'est Nathan dont l'attachement à la question éducative et à la langue française sont connus de tous. Il n'est que d'évoquer, pour Nathan, les nombreux manuels scolaires publiés, ou, pour Editis, le fameux dictionnaire *Le Robert* et les éditions Clé international.

Avant de laisser la parole à Samir Marzouki et surtout avant de répondre aux éventuelles questions, je voudrais terminer cette brève introduction par une projection dans l'avenir. Les évolutions, que je rappelais à l'instant, qui ont marqué l'élaboration de *La Francophonie dans le monde* sont positives, mais nous devons aller plus loin. En confiant la responsabilité de cette fonction d'observation à l'OIF, le Secrétaire général m'a fait part de son souhait de voir émerger, à terme, un véritable observatoire du français dans le monde. Cela supposera un effort considérable d'identification puis de mise en réseau des compétences existantes dans nos différents pays membres, tant au niveau des autorités nationales qu'à celui des universitaires ou des organisations de la société civile. C'est une œuvre de longue haleine à laquelle M. Marzouki a commencé à travailler et qui requerra, pour son accomplissement, l'implication de l'ensemble de nos services et de nos opérateurs, mais aussi de tous nos Etats et gouvernements membres, dont je ne doute pas.

Je vous remercie de votre attention.

Clément DUHAIME